



## BILAN ET RECOMMANDATIONS

### Sommet des jeunes 2013





## **TABLE DES MATIERES**

<b>Introduction.....</b>	<b>3</b>
<b>Historique et Processus.....</b>	<b>5</b>
<b>Recommandations et revendications du Sommet des Jeunes.....</b>	<b>11</b>
<b>Programmes détaillés de l’Univers’Cité d’été populaire 2013 et du Sommet des Jeunes 2013 .....</b>	<b>21</b>
<b>Témoignages.....</b>	<b>29</b>
<b>Remerciements.....</b>	<b>21</b>



## INTRODUCTION

C'est à l'occasion de la 14<sup>e</sup> *Journée internationale de la jeunesse*, le 12 août 2013, que s'est ouvert le **Sommet des jeunes** au Collège Ahuntsic à Montréal. Un moment fort et haut en couleur qui a réuni près de 150 jeunes provenant de différentes régions du Québec et de la France (Mulhouse, Paris, et Lille). **Le sommet se voulait une opportunité de donner la parole aux sans voix.**

L'évènement fut précédé d'une tournée à travers le Québec, recueillant ainsi les préoccupations des jeunes, dans un cadre d'échange et de discussion entre eux et elles. C'est plus de 500 jeunes qui ont été rejoints lors de cette tournée. Les préoccupations soulevées concernaient entre autres les *rapports avec la police, l'intimidation, l'éducation, logement, discrimination et les rapports intergénérationnels*. Tous ces thèmes ont fait l'objet de débats durant toute la semaine.

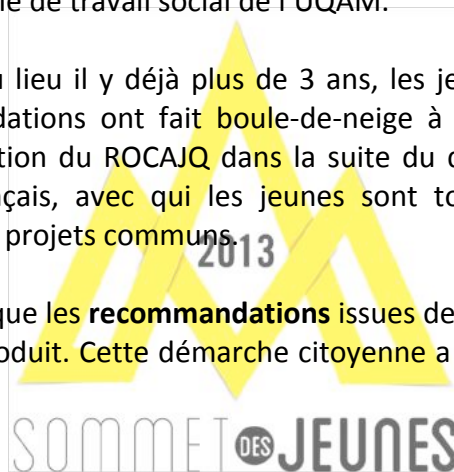
Un appel à contribution a été lancé à l'ensemble des jeunes du Québec afin de connaître leurs idées sur le déroulement du sommet. Plusieurs jeunes ont répondu à l'appel, plusieurs ateliers pour tous les goûts ont été proposés (artistiques, politiques, créatifs, etc.).

Le projet de sommet reposait sur l'approche du «*par et pour*», c'est-à-dire que des jeunes se rassemblaient pour prendre collectivement les décisions et de manière non-hiérarchique, dans le but de reprendre du pouvoir et développer leur autonomie. Pour ce faire un **comité organisateur** composé de 15 jeunes a été formé, le tout s'est fait en co-construction avec l'ensemble des travailleurs et des travailleuses du Bureau de consultation jeunesse.

Un **comité aviseur** a aussi participé à la réalisation de ce sommet, en y apportant un regard éclairé sur la place des jeunes dans la société et en supportant les efforts déployés par le comité organisateur. Le **comité aviseur** était composé de différents organismes et individus partenaires du projet : le Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ), le regroupement des Auberges du cœur, le Conseil jeunesse de Montréal, la compagnie de théâtre Mise au jeu, le Regroupement des Maisons jeunes du Québec ainsi que M. François Huot, professeur et chercheur à l'école de travail social de l'UQAM.

À ce jour, bien que cela ait eu lieu il y déjà plus de 3 ans, les jeunes sont restés marqués par cet évènement. Leurs recommandations ont fait boule-de-neige à travers le réseau des organismes jeunesse du Québec (l'implication du ROCAJQ dans la suite du dossier a été primordial) et même chez nos amis et amis Français, avec qui les jeunes sont toujours en lien et avec qui nous poursuivons la collaboration et projets communs.

Un **bilan** de la démarche ainsi que les **recommandations** issues des journées de réflexion du Sommet des jeunes 2013 a donc été produit. Cette démarche citoyenne a démontré que les jeunes sont loin



d'être inactifs, qu'ils et elles souhaitent participer vivement à la transformation de la société de manière positive, à leur image. Ils et elles en ont fait la démonstration encore une fois.

Vous trouverez dans les pages suivantes, l'historique de la démarche, son processus, les recommandations issues des différents ateliers ainsi que quelques témoignages.



Les efforts du BCJ pour réclamer une place pour les jeunes dans la sphère sociopolitique du Québec s'inscrivent dans une démarche cohérente qui s'appuie sur sa philosophie d'accompagner le ou la jeune dans son parcours personnel et ses démarches de socialisation et d'implication citoyenne. De nombreux projets d'expérimentation, de sensibilisation et de revendication ont ainsi été créés, à travers les 40 ans d'histoire de l'organisme, dans ce même but de permettre aux jeunes de prendre leur place dans la société.

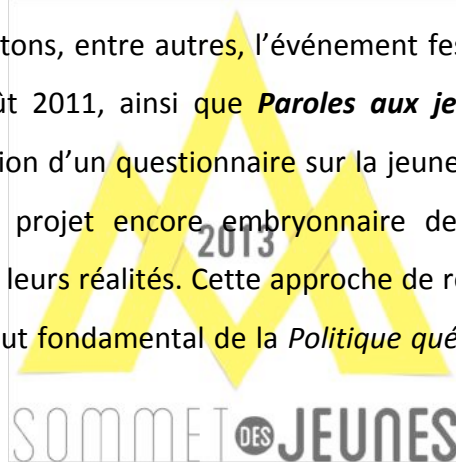
Dès 2009, l'idée d'offrir un espace d'expression publique aux jeunes était au cœur des discussions, échanges et projets du BCJ, comme le démontre le projet *100% Jeune* présenté en vue de **l'Année internationale de la jeunesse** (août 2010 à août 2011). Malheureusement, aucune mobilisation politique, aucun financement spécifique et peu d'actions sociales ont été tenues pour souligner cette année proclamée par l'ONU afin de rendre honneur à la jeunesse et à son avenir. Au contraire, le gouvernement provincial a même déposé, en mars 2010, un projet de loi omnibus qui comprenait, entre autres, l'abolition du Conseil permanent de la jeunesse (*Le Devoir*, 3 avril 2010).

Cette Année internationale de la jeunesse avait pour thème « Dialogue et compréhension mutuelle ». Malgré le silence des gouvernements sur le sujet, les membres jeunes ainsi que les travailleur.e.s du BCJ ont tout de même élaboré plusieurs projets, en partenariat avec d'autres organismes jeunesse, dans le but de stimuler l'intérêt de la communauté et souligner l'apport positif des jeunes à notre société. Notons, entre autres, l'événement festif intitulé **Maintenant, célébrons la jeunesse** à Laval le 12 août 2011, ainsi que **Paroles aux jeunes**, un projet du Sud-ouest de Montréal qui a permis la création d'un questionnaire sur la jeunesse, ses enjeux et sa place dans la société, et **100% jeunes**, un projet encore embryonnaire de capsules radio permettant une expression libre des jeunes sur leurs réalités. Cette approche de reconnaissance et d'implication des jeunes répond clairement au but fondamental de la *Politique québécoise de la jeunesse* adoptée en

## HISTORIQUE ET PROCESSUS :

*Univers'cités populaires d'été  
2012 et 2013*

*Sommet des jeunes 2013*



2001 qui vise à favoriser la citoyenneté active de tous les jeunes. Malheureusement, ce bel objectif global est peu présent dans les stratégies adoptées depuis.

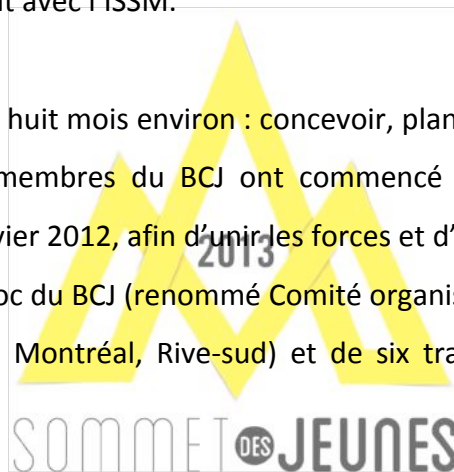
De plus, en réaction à l'absence quasi totale de reconnaissance de l'Année internationale de la jeunesse sous le gouvernement de M. Jean Charest, alors premier ministre et ministre québécois responsable de la jeunesse, les jeunes du BCJ, accompagné.e.s des travailleur.e.s communautaires, voulaient présenter leurs réflexions sur la place que prend la jeunesse dans notre société actuelle. L'angle d'approche était la représentation négative des jeunes dans les médias et l'absence d'une réelle politique jeunesse. Pour ce faire, l'idée de créer un événement est lancée : il s'agit du **Sommet des Jeunes**, qu'on prévoit alors tenir au mois de novembre 2012.

Pour le BCJ, il y a nécessité de :

- tenir compte de la perspective des jeunes quant aux services élaborés pour eux et elles, puisqu'ils et elles sont les mieux placé.e.s pour identifier leurs besoins propres;
- statuer sur la nécessité de la présence des jeunes au sein des structures décisionnelles d'organismes gouvernementaux, paragouvernementaux et sociaux leur offrant des services;
- reconnaître et valoriser le vécu personnel des jeunes en-dehors des cadres institutionnels traditionnels tels que l'école et le travail.

C'est dans ce cadre, et grâce à un séminaire organisé par l'Institut Supérieur du Service Social de Mulhouse (l'ISSM) sur les pratiques participatives d'implication citoyenne, auquel un travailleur du BCJ a participé, qu'est née de plus l'idée de bâtir un projet d'*Univers'Cité populaire d'été (UPE)* franco-québécois en partenariat avec l'ISSM.

Tout était à faire en seulement huit mois environ : concevoir, planifier, organiser, financer. Ainsi, dès novembre 2011, des jeunes membres du BCJ ont commencé à s'impliquer activement dans la réalisation de ce projet. En janvier 2012, afin d'unir les forces et d'assurer une réelle cohérence, il fût décidé de créer le Comité ad hoc du BCJ (renommé Comité organisateur au courant de la démarche), composé de 18 jeunes (Laval, Montréal, Rive-sud) et de six travailleur.e.s, afin de prendre pour





mandat l'organisation et la co-construction de deux projets d'envergure dans le cadre de la vie associative soit : l'organisation de *IUPE*), qui était prévu au mois de juin 2012 à Mulhouse en France et le *Sommet des jeunes* qui était prévu à Montréal en novembre 2012.

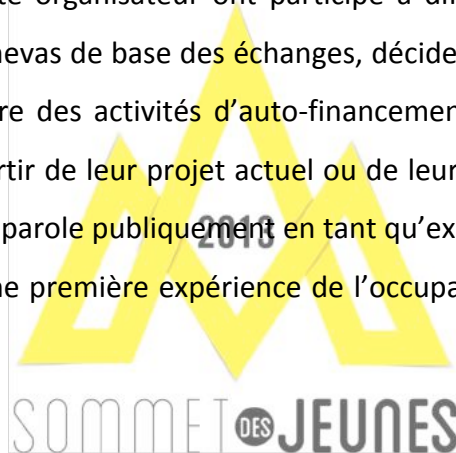
Parallèlement, en février 2012, le Comité Jeunes Vie Associative (CJVA) du BCJ, comité visant la participation active des membres à la vie démocratique et associative de l'organisme, a organisé un point de presse, *Un silence qui parle, une jeunesse qui en a long à dire*, sur la place réservée aux jeunes dans notre société actuelle et qui dénonçait l'inaction du gouvernement québécois face à l'Année internationale de la jeunesse 2010-2011.

## UNIVERS'ITÉ POPULAIRE D'ÉTÉ (UPE) 2012

Ce projet s'appuyait sur plusieurs objectifs :

- penser collectivement les modalités du vivre ensemble, l'exercice de la citoyenneté, la participation citoyenne, l'expression démocratique et les initiatives pouvant favoriser de telles dynamiques ;
- valoriser les dynamiques et les expériences participatives sur les territoires ;
- offrir un réel espace de parole aux jeunes et aux citoyen.ne.s dans une démarche d'éducation populaire et d'*empowerment* ;
- inspirer un changement dans les approches et pratiques des professionnel.le.s de la santé et des services sociaux des deux territoires.

Les jeunes membres du Comité organisateur ont participé à différentes phases de réalisation du projet d'*UPE* 2012 : bâtir le canevas de base des échanges, décider des sujets à aborder, se préparer à donner des conférences, faire des activités d'auto-financement, etc. L'idée était que les jeunes intéressé.e.s s'impliquent à partir de leur projet actuel ou de leur historique d'implication au BCJ et qu'ils et elles puissent prendre parole publiquement en tant qu'expert.e.s de leurs propres réalités. Il s'agissait, pour la plupart, d'une première expérience de l'occupation de l'espace public. Ils et elles

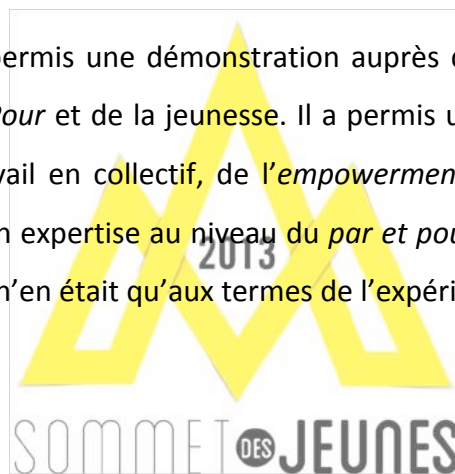


ont eu à présenter différents projets d'implication citoyenne auprès de citoyen.ne.s, d'intervenant.e.s, de représentant.e.s politiques, etc.

Afin de les y préparer, les travailleur.e.s ont mis en place différentes structures et différents espaces soit : un comité de jeunes avec des travailleur.e.s communautaires en support qui se rencontrait une fois par semaine pour préparer les présentations, assurer un lien avec les partenaires, faire un suivi de l'organisation et prévoir le financement / des espaces de formation (via notamment un partenaire du BCJ, *Mise au Jeu*) sur, notamment, la communication, ses différents médiums, la connaissance de soi et la confiance aux autres / des espaces d'appropriation du concept d'université populaire d'été / des espaces de pratique pour leurs présentations auprès de groupes de jeunes externes ou internes au BCJ.

L'expérience fut un premier exercice concret pour certain.e.s travailleur.e.s dans la question du lâcher-prise. Ils et elles ont dû accepter que ce sont les jeunes qui sont en avant, qui font et qui décident ; accepter le sentiment d'impuissance, la nécessité de retrait, les peurs, les déceptions et les fiertés ; faire confiance et accepter les erreurs. La notion de responsabilité s'en trouve facilement déstabilisée et se déconstruit et reconstruit tout au long du processus. Un des grands défis fut d'ailleurs relié aux attentes que certain.e.s travailleur.e.s communautaires pouvaient avoir envers les jeunes puisqu'ils et elles ont vu leur évolution, leurs forces et savent de quoi ces jeunes sont capables. Toutefois, dans cette vision et ces attentes, il est facile de faire abstraction de leurs parcours, de leurs difficultés, de leurs expériences qui peuvent freiner ou dont les marques peuvent réapparaître à certains moments.

Malgré les défis, ce projet a permis une démonstration auprès des partenaires (et de l'organisme même!) des forces du *Par et Pour* et de la jeunesse. Il a permis une plus grande reconnaissance de l'expertise des jeunes, du travail en collectif, de l'*empowerment* et de l'éducation populaire. Il a d'ailleurs été reflété au BCJ son expertise au niveau du *par et pour*, même si, bien que cela découle de ses approches, l'organisme n'en était qu'aux termes de l'expérimentation concrète.



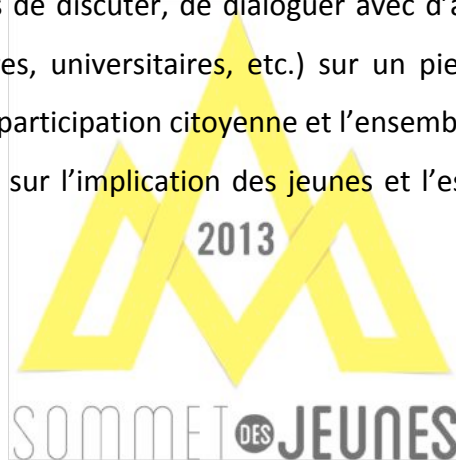
Cette première expérience a donc permis d'exporter les apprentissages effectués dans la mise en œuvre d'une seconde édition de *l'Univers'Cité populaire d'été (UPE 2013)* et du projet du *Sommet des Jeunes*. Fort.e.s des résultats et de l'évaluation de *l'UPE 2012*, le collectif avait une meilleure idée des approches, des rôles respectifs, des tâches et défis bien que le projet fut, finalement, bien différent et d'une ampleur beaucoup plus grande.

### **UPE 2013 ET SOMMET DES JEUNES 2013**

À la fin de *l'UPE 2012*, il fût décidé de tenir une seconde édition de cet événement, mais cette fois-ci, à Montréal. Les objectifs restaient similaires soit de valoriser les expériences d'implication citoyenne et de favoriser les échanges de pratiques. En cours de préparatifs, il a été décidé de jumeler l'édition 2013 de *l'UPE* au projet de *Sommet des Jeunes* afin de profiter des forces ainsi mobilisées tout en conservant les singularités de chaque événement. *l'UPE 2013* a donc introduit la semaine d'échanges, le lundi 12 août, Journée internationale de la Jeunesse et le mardi 13 août. Le *Sommet des Jeunes* a, quant à lui, clôturé le tout, du mercredi 14 au vendredi 16 août. Vous pouvez voir la programmation complète des deux événements un peu plus loin dans le document.

Les objectifs du *Sommet des Jeunes* ont été définis, validés et appropriés lors du Camp des Jeunes 2012, par la quarantaine de jeunes membres présent.e.s. Ils ont été présentés ainsi :

- permettre à des jeunes provenant de divers milieux de contribuer aux débats sociaux actuels qui les concernent maintenant et qui vont les concerner dans le futur;
- permettre à des jeunes de discuter, de dialoguer avec d'autres acteurs (politiques, services sociaux, communautaires, universitaires, etc.) sur un pied d'égalité concernant leur place dans l'espace public, la participation citoyenne et l'ensemble des réalités jeunesse;
- déposer une recherche sur l'implication des jeunes et l'espace qui leur est accordé dans la société.



En ce sens, il est important d'expliquer de façon claire le sens du titre *Sommet des jeunes*, ainsi que de détailler ce qu'impliquerait un projet de cette envergure. Selon le dictionnaire Larousse, la définition d'un sommet est la suivante : « Conférence internationale réunissant les dirigeants de deux ou de plusieurs pays sur un problème particulier »<sup>1</sup>. Le titre *Sommet des jeunes* laisse entendre que les jeunes sont, d'emblée, les dirigeant.e.s et expert.e.s de leur réalité. Ceci s'inscrit dans l'esprit de l'un de nos principes d'intervention, le préjugé favorable aux jeunes, et rejoint notre objectif d'*empowerment* ou prise de pouvoir par les jeunes.

Donc, toujours dans cette continuité, le projet de *Sommet des Jeunes* visait à créer un espace d'expression publique pour les jeunes, avec, cette fois-ci, l'idée d'un apport direct à la politique québécoise. De plus, le but était que ces espaces politiques et publics ne leur soient pas seulement offerts, mais qu'ils et elles puissent les réclamer et participer activement à leur création et ce, avec tout ce que ça comprend comme défis : surpasser les préjugés, rencontrer des différences socioculturelles, faire face aux rigidités institutionnelles ou lourdeurs administratives, assumer de grandes responsabilités, confronter leurs peurs, dépasser leurs limites, etc. Dans la concrétisation de ces projets, il a donc été offert aux jeunes de participer à l'organisation de ces espaces, de ces événements pour qu'ils et elles soient partie prenante de la préparation, de la conceptualisation, de la logistique et bien plus.

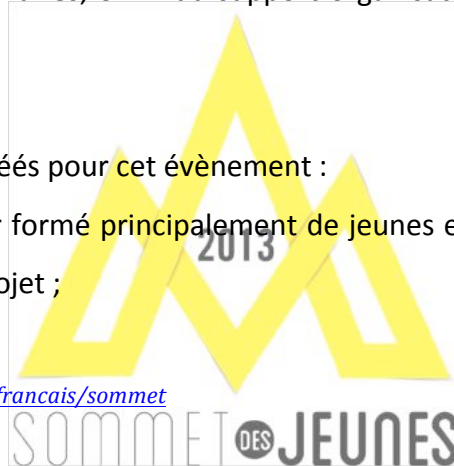
Pour ce projet, les travailleur.e.s du BCJ avaient décidé, comme recommandé dans l'évaluation de l'*UPE* 2012, d'embaucher un.e agent.e de projet externe qui pourrait offrir un temps plein à l'accompagnement du projet. Entre autres, cette personne devait accompagner le comité de jeunes, assurer les liens avec les partenaires, offrir du support organisationnel à l'équipe de travailleur.e.s, etc.

3 nouveaux comités ont été créés pour cet événement :

- un Comité organisateur formé principalement de jeunes et accompagné de travailleur.e.s et du/de la chargé.e de projet ;

---

<sup>1</sup> <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/sommet>

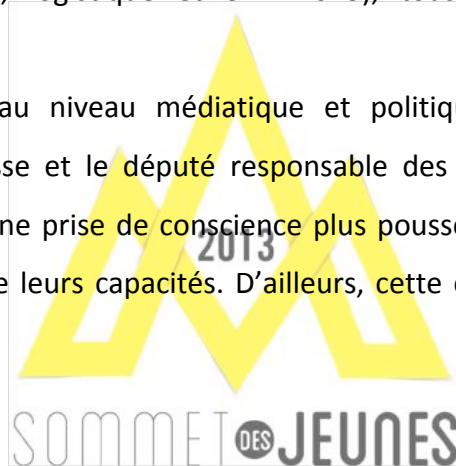


- un Comité aviseur, comité de partenaires, pour avoir du support dans l'organisation de l'événement et pour offrir un plus grand rayonnement ;
- un Coco Sommet, comité de suivi formé de travailleur.e.s afin de s'assurer de la coordination du projet, du partage des tâches, etc.

Compte tenu de l'ampleur de l'événement et de l'engagement du BCJ auprès de nombreux partenaires, les travailleur.e.s communautaires ont assumé plusieurs rôles dans l'organisation et la planification du projet. À titre d'analyse du concept de *Par et Pour*, il a été remarqué que ce contexte a engendré plusieurs enjeux liés au partage des pouvoirs. L'organisme travaille à analyser plus en détail cette expérimentation concrète en lien avec les fondements théoriques de l'*empowerment* dont découle directement la compréhension du *Par et Pour* chez les travailleur.e.s du BCJ.

Au niveau organisationnel et à des fins d'accompagnement, les travailleur.e.s de l'organisme ainsi que la personne chargée de projet ont mis en place, pour cette démarche particulière, différentes structures et outils, notamment :

- un échancier bâti par le comité et revu à plusieurs reprises, tout au long du processus, afin d'avoir une vision d'ensemble du travail ;
- des formations sur le concept de Politique jeunesse, sur les techniques d'animation ;
- des ateliers d'appropriation des objectifs du projet et de la démarche ;
- de l'accompagnement dans la dynamique de groupe ;
- des sous-comités responsables de différents volets (financement, contenu-programmation, promotion-mobilisation, logistique et UPE 2013), tous accompagnés d'au moins un.e travailleur.e. ;
- un accompagnement au niveau médiatique et politique, notamment en lien avec le Secrétariat à la Jeunesse et le député responsable des dossiers jeunesse. Cette phase a permis, entre autres, une prise de conscience plus poussée de la non-reconnaissance de la parole des jeunes et de leurs capacités. D'ailleurs, cette étape fut un moment fort dans la



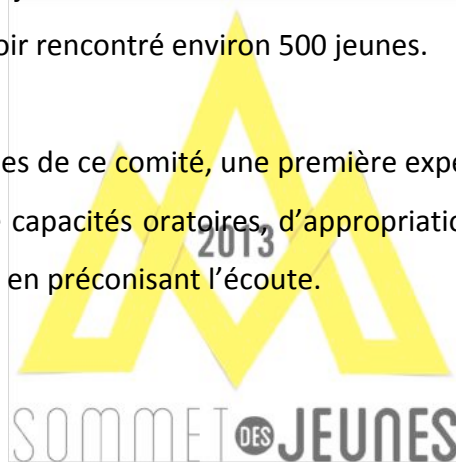
démonstration de l'appropriation des jeunes de leur projet, dans leur volonté et leur capacité de le défendre.

- en cours de route, un comité Communication a d'ailleurs été créé pour les prises de parole publique lors de points de presse par exemple.

De plus, afin d'être réellement représentatifs et représentatives des besoins et réalités des jeunes québécois.es, le Comité organisateur a souhaité sonder et impliquer les jeunes des différentes régions dans la préparation de ce grand Sommet, d'où l'idée d'une tournée québécoise préalable. Ainsi, le 13 août 2012, le BCJ et ses partenaires ont tenu une conférence de presse pour annoncer le lancement de la tournée de consultation des jeunes du Québec. Les jeunes du comité ont alors bâti un outil d'animation et ont eux-mêmes et elles-mêmes animé les rencontres de la tournée afin de présenter le projet, d'entendre et de recueillir les préoccupations et idées des jeunes et de lancer la réflexion sur la place des jeunes dans notre société. Ces discussions avaient pour objectif de connaître les réalités particulières vécues par les jeunes dans chaque région, d'identifier les points communs et de les inviter à venir poursuivre ces réflexions lors du Sommet. La compilation des contenus issus de la tournée a servi de base à l'élaboration du programme du *Sommet des jeunes*. Le Sommet souhaitait ainsi permettre d'approfondir tout le travail effectué localement dans le but de rédiger une politique jeunesse, par les jeunes et pour les jeunes.

Malgré des moyens financiers très limités, cette tournée a permis de rejoindre plus de 10 régions via environ 45 organismes locaux ou régionaux, un regroupement provincial, le *Regroupement des maisons de Jeunes du Québec*, et de participer à la rencontre de consultation du gouvernement du Québec sur le livre blanc sur la jeunesse à l'*Université de Montréal* à Laval le 24 mai 2013. Ainsi, le Comité organisateur estime avoir rencontré environ 500 jeunes.

Ce fut, pour la plupart des jeunes de ce comité, une première expérience d'animation de groupes. Ils et elles ont du faire preuve de capacités oratoires, d'appropriation de leur projet, de transmission, tout en favorisant les échanges en préconisant l'écoute.



L'organisation des deux événements s'est échelonné sur près de 2 ans. Deux années chargées de rencontres de comités, de recherches de financement, de tournées à travers le Québec, d'échanges avec les partenaires français, d'organisation logistique, et bien plus. Le Comité organisateur tout comme les travailleur.e.s communautaires du BCJ et ses partenaires, ont vécu des hauts et des bas, des moments de démotivation, des tensions interpersonnelles, de la fatigue, des moments d'incompréhension et, heureusement, des moments de grandes fiertés, des événements mobilisateurs, des encouragements, des apprentissages, des prises de conscience collectives, etc. L'implication dont ont fait preuve les jeunes engagé.e.s dans ces projets fût impressionnante! Ils et elles ont su se tenir, se pardonner, s'entraider, se mobiliser et se relever à maintes reprises.

L'UPE 2013 et le Sommet des Jeunes 2013 furent, somme toute, une belle semaine chargée d'émotions et d'échanges, la démonstration d'une belle mobilisation française, une preuve d'implication et d'engagement des jeunes du comité organisateur envers leur projet, une superbe programmation, une couverture médiatique impressionnante, de belles rencontres et d'innombrables apprentissages.

Ces projets ont permis une expérimentation des forces, mais aussi des limites, tant individuelles que collectives, dans une visée de *Par et Pour*. Effectivement, le concept de *Par et Pour* semblait, pour les intervenant.e.s du BCJ, en simple connivence avec les principes et approches d'intervention de l'organisme. Le principe de Par et Pour était en effet compris des travailleur.e.s comme une façon de mettre les jeunes au cœur des projets, tant dans la conception que dans la réalisation; qu'ils et elles soient au-devant des décisions et des actions prises pour des visées qui les concernent et qu'ils et elles souhaitent atteindre. Toutefois, son application s'est avéré un peu plus nuancée et complexe. C'est pourquoi le BCJ ressort de ces expériences avec un besoin de peaufiner sa compréhension commune du *Par et Pour*, de l'*empowerment*, de l'éducation populaire et de leur concrétisation dans des projets de l'organisme.

Les échanges aussi passionnants que créatifs tenus lors de l'UPE 2013 ainsi que du Sommet des Jeunes ont aussi permis de faire émaner des visions, des réalités des jeunes d'aujourd'hui, mais



surtout une volonté de changement auquel le BCJ souhaite répondre et une nécessité de continuer à créer ces espaces, ces opportunités pour les jeunes de prendre parole et de prendre acte.

Vous trouverez donc dans ce document les éléments ressortis des ateliers du *Sommet des Jeunes* afin de transmettre les idées qui y ont émergé, de poursuivre les réflexions et de susciter une volonté d'agir pour changer les choses!





---

## RECOMMANDATIONS ET REVENDEICATIONS DU SOMMET DES JEUNES 2013

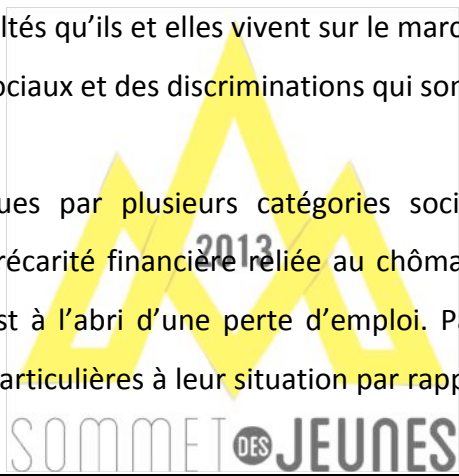
Le Sommet des jeunes a été une semaine bien chargée pour les panélistes et les participant.e.s. Du point de vue de l'organisation, pour respecter la volonté du BCJ d'expérimenter la pratique du *Par et Pour*, ce sont les jeunes qui avaient la responsabilité d'animer les différentes séances. Les intervenant.e.s des différents organismes n'étaient pas présent.e.s lors des ateliers. Les jeunes ont touché à plusieurs thèmes à travers ces animations et, en discutant ensemble, y ont formulé des recommandations et revendications pour améliorer leurs conditions de vie selon leur propre analyse. Nous présenterons chaque thème en résumant les discussions qui y ont eu lieu et en énonçant les revendications demandées par les jeunes. Les résultats proviennent de la synthèse des notes des ateliers présentés dans le document *L'Univers'Cité populaire d'été 2012 et 2013 et le Sommet des jeunes 2013 : ORGANISATION, DÉMARCHE, ÉVALUATION* préparé par France Tardif (2013).

### 1. EMPLOI ET CHÔMAGE

---

Ce thème a été sélectionné parce que les jeunes considèrent qu'il s'agit d'une sphère de vie qui peut être positive pour la découverte et le dépassement de soi. Par contre, ils et elles vivent plusieurs difficultés sur le marché du travail et ont donc cherché à en discuter entre eux et elles pour mieux comprendre la problématique de l'emploi et du chômage. Les jeunes présent.e.s à cet atelier ont identifié deux formes de difficultés qu'ils et elles vivent sur le marché du travail : des problématiques vécues par plusieurs groupes sociaux et des discriminations qui sont propres aux jeunes.

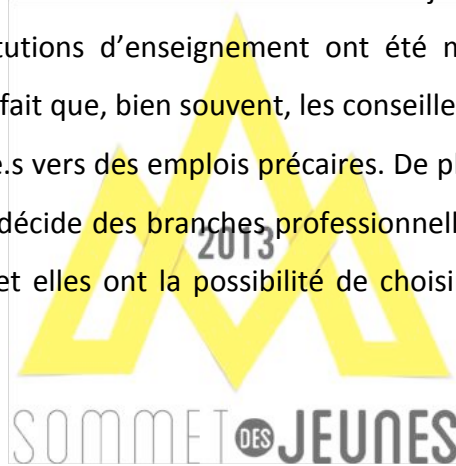
Pour les problématiques vécues par plusieurs catégories socioprofessionnelles, les jeunes du Sommet ont fait ressortir la précarité financière reliée au chômage, ce qui touche l'ensemble des populations, car personne n'est à l'abri d'une perte d'emploi. Par ailleurs, notons que les jeunes vivent des difficultés qui sont particulières à leur situation par rapport à l'assurance-emploi. En effet,



le nombre d'heures demandées pour avoir accès aux prestations représente bien souvent un emploi à temps plein sur toute l'année. Les jeunes qui sont aux études ou qui ont occupé un emploi à temps partiel n'ont donc pas accès à l'assurance-emploi. En ce moment, le gouvernement verse 55% du salaire hebdomadaire lors d'une perte d'emploi pour une durée de 14 à 45 semaines. Si la personne qui se retrouve sans emploi vivait déjà une précarité financière du fait d'un salaire insuffisant pour combler ses besoins (salaire minimum par exemple), celle-ci est donc exposée à une aggravation de sa situation. Sur ce point, les jeunes sont particulièrement vulnérables puisqu'ils et elles se retrouvent souvent dans des emplois précaires. En ce sens, recevoir 55% de leur salaire hebdomadaire les entraîne dans une plus grande précarité. Ainsi, toutes les populations sont exposées à une précarité financière lors d'une perte d'emploi et les jeunes représentent un groupe particulièrement à risque de vivre cette situation.

Deux autres enjeux ressortis dans cet atelier sont la dévaluation des métiers manuels ainsi que les demandes élevées des entreprises en termes d'expériences et de diplômes. Pour plusieurs individus, ces réalités représentent une barrière à leur accès au marché du travail. Pour les jeunes, cela crée le sentiment de ne pas faire un choix de carrière intéressant s'ils ou elles choisissent un métier manuel puisque les normes sociales tendent à valoriser les études supérieures. De façon plus concrète, les jeunes qui commencent leur carrière n'ont bien souvent pas l'expérience et les diplômes requis pour satisfaire à ces demandes élevées des entreprises pour l'obtention d'un poste valorisant. C'est d'ailleurs un des enjeux spécifiques aux jeunes qui est ressorti pendant cet atelier : la difficulté pour les jeunes d'obtenir/accéder à un premier emploi.

Pour les autres enjeux qui concernent exclusivement les jeunes, les pratiques d'orientation professionnelle dans les institutions d'enseignement ont été mises en cause. Dans un premier temps, les jeunes ont décrié le fait que, bien souvent, les conseiller.e.s en orientation ont tendance à pousser les jeunes défavorisé.e.s vers des emplois précaires. De plus, les jeunes ont identifié comme enjeu que c'est le marché qui décide des branches professionnelles où ils et elles vont s'inscrire. Ils et elles ne sentent pas qu'ils et elles ont la possibilité de choisir un métier ou des études qui les



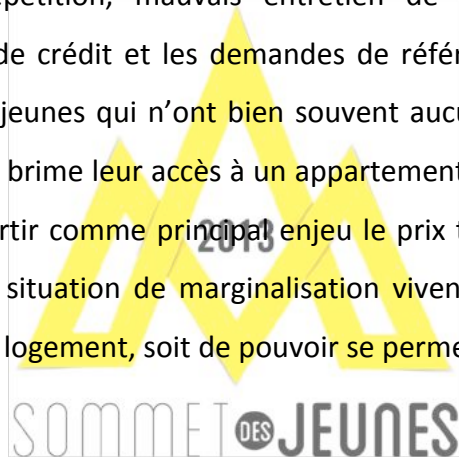
passionnent mais qu'ils et elles doivent absolument choisir une filière où il y a des débouchés intéressants.

Cette difficulté d'accès au marché du travail, pour toutes les raisons qui ont été énumérées plus haut, a des conséquences sur toutes les sphères de vie. Dans cet atelier, les jeunes ont relié les difficultés vécues sur le marché du travail à la précarité financière, l'instabilité résidentielle, au décrochage de la société, à la délinquance et aux difficultés d'accès à l'autonomie. En effet, dans une société qui place le travail comme une sphère centrale de l'existence et qui oblige les individus à y passer la très grande majorité de leur temps, les difficultés vécues dans cette sphère de vie, que ce soit par les difficultés d'accessibilité ou la précarité des emplois offerts, prennent une importance vitale quant à la réponse des besoins de base jusqu'au besoin de reconnaissance et d'émancipation.

## 2. LOGEMENT

---

Pour les jeunes qui ont participé à cet atelier, le logement, en plus d'être un espace intime et protecteur, est une façon de s'émanciper et de trouver l'autonomie. Or, l'accès au logement n'est pas extérieur aux rapports de pouvoir déjà présents dans la société où la race, le genre, la classe sociale et, dans leur cas, l'âge, déterminent les conditions d'accès au logement ainsi que la qualité et la situation géographique de l'appartement. Ainsi, en ce qui concerne les jeunes, plusieurs discriminations et difficultés qui leur sont propres représentent des barrières à leur accès à une résidence. Sur ce point, les jeunes présent.e.s à l'atelier ont fait ressortir comme difficulté dans l'accès à un logement les préjugés que les propriétaires entretiennent à leur égard (défaut de paiement, bruits, fêtes à répétition, mauvais entretien de l'appartement). En plus de ces discriminations, les enquêtes de crédit et les demandes de référence réduisent les possibilités de stabilité résidentielle pour les jeunes qui n'ont bien souvent aucune référence à fournir et peu ou pas d'historique de crédit. Ceci brime leur accès à un appartement décent. Les jeunes participant.e.s de l'atelier ont aussi fait ressortir comme principal enjeu le prix trop élevé des loyers. En effet, de façon générale, les jeunes en situation de marginalisation vivent une précarité financière qui les empêchent soit d'accéder à un logement, soit de pouvoir se permettre un logis abordable de qualité.



Les coûts énormes que représente un logement sur l'île de Montréal contribuent à l'inaccessibilité d'un toit pour les personnes à faibles revenus ou bénéficiaires de l'aide sociale. De plus, cela entraîne un phénomène de cloisonnement social par quartier où les personnes aisées ont accès aux quartiers centraux et aux logements de qualité tandis que les personnes aux prises avec des difficultés financières se retrouvent en périphérie des grands centres et doivent se contenter de logements de moindre qualité. Les jeunes ont abordé ce lien entre classe sociale et situation géographique/salubrité des appartements accessibles.

Finalement, les jeunes présent.e.s à l'atelier ont fait ressortir comme constat les très fortes demandes pour les logements sociaux et l'offre réduite de ce type de logement. Sur ce point, il convient de noter que les jeunes vivent aussi des discriminations dans les logements sociaux. En effet, pour les HLM, les listes d'attente de plusieurs années (moyenne de 10 ans à Montréal) rendent pratiquement impossible pour un jeune d'y avoir accès. En ce qui concerne les coopératives, la sélection des nouveaux locataires passe par un comité de sélection composé de personnes résidant déjà dans l'immeuble. Or, ceux-ci peuvent entretenir à l'égard des jeunes les mêmes formes de préjugés que les propriétaires et ainsi les discriminer dans l'obtention d'un logement. Finalement, les jeunes participant.e.s à l'atelier ont fait ressortir comme enjeu le manque d'information concernant les ressources d'hébergement pour jeunes. Bien que l'enjeu touche l'information, il faut prendre en considération qu'il existe très peu de ce type de ressources. Au Québec, en 2006, sur l'ensemble du parc de logement social, seulement 1.2% était réservé aux jeunes en difficulté. Or, ces ressources sont primordiales dans le passage à la vie adulte des jeunes en difficulté. De façon générale, les jeunes présent.e.s à l'atelier ont fait le constat que la priorité dans l'attribution des logements sociaux n'est pas les jeunes en difficulté, comme nous venons de le démontrer. **Ceux et celles présent.e.s pendant l'atelier ont revendiqué plus de ressources d'hébergement leur permettant de développer leur autonomie.**



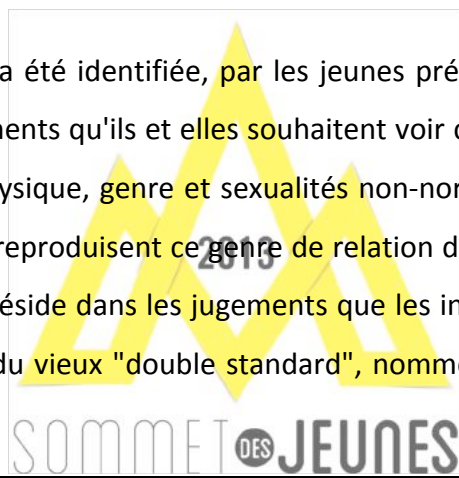
### 3. INTIMIDATION

---

Les jeunes ont identifié ce thème puisqu'ils et elles notent l'omniprésence de l'intimidation dans les écoles. Pour les jeunes présent.e.s à l'atelier, cette omniprésence tend à rendre cette situation normative en ce sens qu'ils et elles observent que certains jeunes trouvent qu'il est "normal" que certaines personnes soient la cible d'intimidation. De plus, les participant.e.s à l'atelier ont noté que cette problématique s'étend maintenant dans la sphère privée avec la popularité des réseaux sociaux, ce qu'il est convenu d'appeler la cyberintimidation.

Les jeunes de l'atelier voulaient comprendre les causes de cette forme de violence du point de vue des agresseur.e.s. En effet, ils se sont posé la question à savoir ce qui pousse un individu à dénigrer de façon systématique et constante un autre individu. Plusieurs réponses possibles ont été énumérées durant l'atelier : problèmes à la maison, recherche de supériorité, non-acceptation de la différence, recherche de considération par les pairs et l'éducation. De fait, durant l'atelier, les jeunes ont pris en considération les problèmes personnels que vit l'agresseur.e. En effet, ils et elles ont jugé qu'intimider quelqu'un découlait bien souvent d'une estime de soi faible. **Sur ce point, les jeunes participant.e.s ont pensé qu'il pourrait être intéressant d'implanter des ateliers de travail sur soi dans les différents lieux fréquentés par les jeunes pour palier aux difficultés personnelles que vivent les agresseur.e.s.** De plus, les jeunes veulent comprendre davantage les causes de l'intimidation. En comprenant mieux les causes de l'intimidation, les jeunes pourront y faire face de façon plus efficace. **Les jeunes ont d'ailleurs revendiqué ces séances d'information dans les solutions qu'ils et elles ont énumérées pour mettre fin à l'intimidation.**

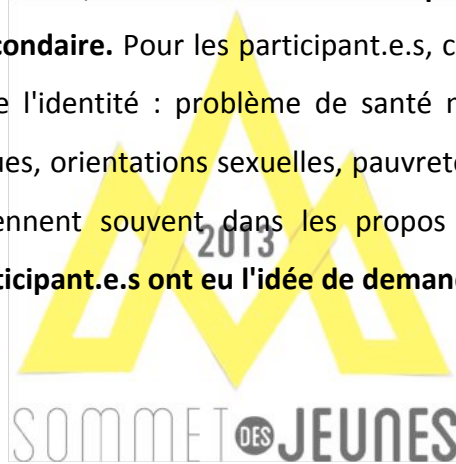
L'acceptation de la différence a été identifiée, par les jeunes présent.e.s à l'atelier, comme un des principaux leviers des changements qu'ils et elles souhaitent voir concernant l'intimidation. En effet, cette différence (culturelle, physique, genre et sexualités non-normatifs) est souvent ce qui va être exploité par ceux et celles qui reproduisent ce genre de relation de pouvoir. L'autre cause principale qui a été identifiée en atelier réside dans les jugements que les individus entretiennent à l'égard de la sexualité féminine. Il s'agit du vieux "double standard", nommé comme tel dans la synthèse des



notes de l'atelier (Tardif 2013), où un homme à la sexualité active et plurielle est considéré comme ayant une sexualité saine et est reconnu par ses pairs en ce qui concerne sa masculinité. Or, une femme à la sexualité active et plurielle est considérée comme ayant une sexualité malsaine puisque, dans les représentations sociales, les femmes sont assignées à un rôle passif dans l'hétérosexualité. Dans ce cas-ci, cette personne s'expose à de l'intimidation et c'est ce que les jeunes ont fait ressortir dans l'atelier. **Pour contrer cette forme d'intimidation générée, les participant.e.s à l'atelier ont revendiqué un atelier de conscientisation sur l'oppression supplémentaire que les jeunes femmes vivent du fait de ce double standard concernant la sexualité.**

Pour les participant.e.s à l'atelier, il existe une négligence de la part des institutions face à cette problématique et aux impacts de l'intimidation : suicide, dépression, perte d'estime de soi, consommation, décrochage scolaire, problèmes familiaux. L'État, dans les dernières années, n'a pas encore trouvé de solution pour cette problématique aux conséquences multiples. D'autres efforts restent à faire et ceux-ci devront être pensés avec les jeunes car ce sont eux et elles les expert.e.s de cette réalité. D'ailleurs, plusieurs possibilités d'actions ont été formulées pendant cet atelier. **Entre autres, les participant.e.s ont discuté de l'importance de mettre en place un projet rassembleur positif afin de conscientiser les différentes institutions à la problématique de l'intimidation et de la cyberintimidation. De plus, les jeunes ont inscrit l'intimidation comme étant aussi une problématique familiale et ont donc revendiqué des ateliers sur ce thème lors des réunions scolaires parents / enseignant.e.s.**

Aussi, puisque les participant.e.s ont identifié les difficultés à accepter les différences comme principaux vecteurs de l'intimidation, **ils et elles ont revendiqué l'implantation d'un cours sur la différence dès le début du secondaire.** Pour les participant.e.s, cette différence est large et touche plusieurs aspects différents de l'identité : problème de santé mentale, différences culturelles et religieuses, différences ethniques, orientations sexuelles, pauvreté. Il est à noter que les différences culturelles et ethniques reviennent souvent dans les propos des jeunes. Pour palier à cette problématique précise, **les participant.e.s ont eu l'idée de demander plus d'échanges culturels dans**



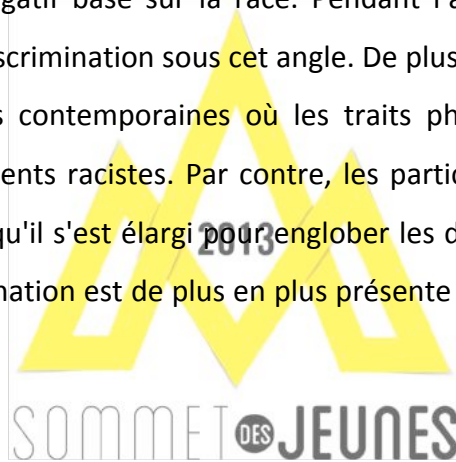
**leur communauté.** Pour ce faire, ils et elles croient que ces projets devraient être portés par les milieux communautaires car ceux-ci permettent d'éclairer sur les différences au sein de la société.

Les participant.e.s ont aussi soulevé un problème dans la gestion des cas d'intimidation par l'École et la Police. En effet, la lenteur des interventions ainsi que les difficultés à identifier les cas entraînent bien souvent un enveniment de la situation pour la personne intimidée lorsque celle-ci décide de dénoncer ce qu'elle vit à un individu en position d'autorité. **Pour palier à ce manque d'action rapide et efficace pour faire cesser la situation d'intimidation et empêcher son enveniment, les participant.e.s à l'atelier ont pensé à la mise sur pied d'un comité contre l'intimidation dans chaque école. Ce comité, régi par les pairs, collectera de façon anonyme les témoignages des jeunes et décidera des interventions qu'il convient de porter.**

#### 4. RACISME

---

Ce thème a été choisi pour trouver des solutions et faire évoluer les représentations sociales dans la société. Ainsi, le principal constat qui ressort de l'atelier et des tournées est que le racisme persiste dans nos sociétés contemporaines. Cette notion a été définie dans l'atelier comme une discrimination basée sur la race qui peut s'exprimer sous plusieurs formes. Pour les jeunes présent.e.s à cet atelier, il s'agit d'un regard négatif porté sur les personnes qui passe principalement par la parole sous forme d'injures ou de commentaires déplacés. Sur ce point, il convient de différencier racisme et discrimination. La discrimination est reliée aux impacts directs, concrets, des différences culturelles, religieuses et raciales dans la vie quotidienne tandis que le racisme est un système de représentation négatif basé sur la race. Pendant l'atelier, les jeunes ont discuté des différences entre racisme et discrimination sous cet angle. De plus, les jeunes ont noté une tendance dans les sociétés occidentales contemporaines où les traits physiques sont de moins en moins mobilisés dans les comportements racistes. Par contre, les participant.e.s à l'atelier croient que le racisme existe toujours, mais qu'il s'est élargi pour englober les différences ethniques et culturelles et que cette forme de discrimination est de plus en plus présente comparativement au racisme basé sur les traits physiques.



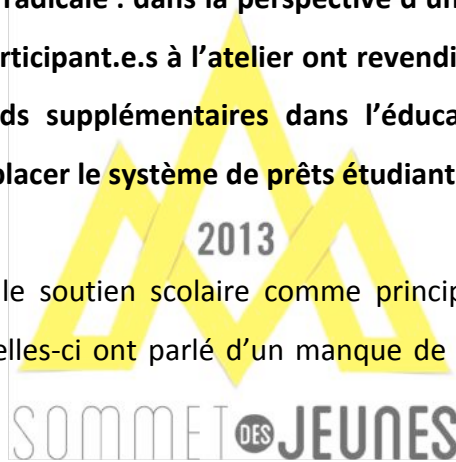
Pour les participant.e.s à l'atelier, la discrimination issue du racisme entraîne des difficultés économiques de par les problèmes d'accès au marché du travail que subissent les personnes. Par ailleurs, les enjeux soulevés par le racisme sont nombreux et affectent toutes les sphères de la vie. La conséquence première est les stéréotypes que la société entretient. Une des manifestations de cette problématique, pour les participant.e.s à l'atelier, se retrouve dans les médias de masse qui reproduisent les préjugés sociaux dans la façon que les journalistes traitent des enjeux de race. En effet, les médias ayant une très grande influence sur la production des représentations sociales, le fait que ces médiums persistent à présenter les groupes ethniques sur la base de préjugés et selon une logique de Nous/Eux renforce la stigmatisation que ces individus vivent au quotidien. De plus, la constitution de boucs émissaires à diverses problématiques (chômage, crise identitaire, féministe) à travers les médias a été identifiée par les jeunes comme un enjeu découlant du racisme. Finalement, les jeunes ont nommé le profilage racial dans les pratiques policières comme un des enjeux qui découle du racisme systémique.

## 5. ÉDUCATION

---

Les jeunes qui ont participé au Sommet ont ressorti plusieurs enjeux concernant l'éducation. Pour les participant.e.s à l'atelier, l'École, en tant qu'institution sociale, est mal adaptée aux jeunes vivant des difficultés scolaires, sociales ou familiales. Il y a, dans ces milieux, une prise en charge de l'échec scolaire, dont les sources sont multiples, qui est déficiente selon les jeunes participant.e.s et ce, pour plusieurs raisons. Du point de vue de l'État, les jeunes ont identifié la répartition des ressources financières dans l'éducation comme enjeu important lorsqu'il est question d'éducation. **Leur revendication sur ce point est radicale : dans la perspective d'une éducation gratuite et accessible à tous et toutes, les jeunes participant.e.s à l'atelier ont revendiqué une meilleure répartition des impôts pour mettre des fonds supplémentaires dans l'éducation et pour l'instauration d'un système de bourses pour remplacer le système de prêts étudiants actuel.**

De plus, les jeunes ont ciblé le soutien scolaire comme principal facteur d'explication à l'échec scolaire. En effet, ceux-ci et celles-ci ont parlé d'un manque de soutien dans l'aide aux devoirs et

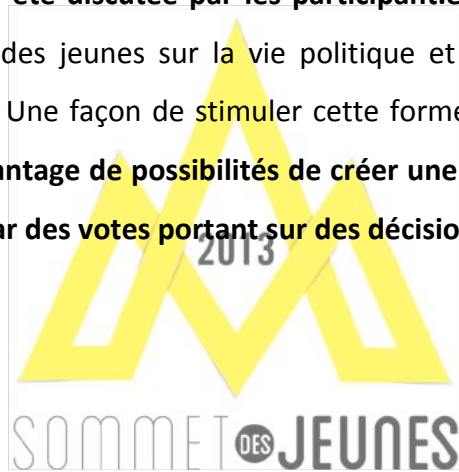




pour le rattrapage ainsi que dans l'implication des professeur.e.s dans ce support. Par ailleurs, les jeunes ont nuancé ce dernier point en discutant du manque de personnel pour faire face aux situations d'échec scolaire ainsi que du manque de formation de ce personnel pour accompagner les jeunes dans les situations difficiles qu'ils et elles vivent. Ceci conduit à l'isolement des jeunes qui vivent des difficultés autant scolaires que sociales. Pour les jeunes de l'atelier, cet isolement est un des facteurs qui expliquent le décrochage scolaire et **ils et elles ont revendiqué une meilleure formation des intervenant.e.s scolaires pour qu'ils et elles puissent mieux identifier ces situations d'isolement.**

Un autre enjeu identifié pendant l'atelier a été le manque de ressources pour améliorer la conciliation école-famille, notamment pour les jeunes mères. Celles-ci font face à plusieurs préjugés et difficultés dans les milieux scolaires selon les jeunes participant.e.s. **Ils et elles ont revendiqué plus de ressources pour les jeunes parents qui poursuivent des études soit par de l'assistance ou par l'implantation de garderies dans les écoles. De plus, pour les jeunes présent.e.s à l'atelier, les subventions accordées aux jeunes parents en formation sont insuffisantes et doivent donc être augmentées. Les participant.e.s ont aussi déploré le retrait des cours d'éducation sexuelle au secondaire et voient dans leur réintroduction une façon de conscientiser les jeunes par rapport à la parentalité.**

Par ailleurs, pour les jeunes participant.e.s à l'atelier sur l'éducation, les élèves sont peu ou pas intéressé.e.s par les matières enseignées. Pour palier à ce problème, ils et elles ont échangé sur l'opportunité de traiter de dossiers d'actualité pendant leur formation. **L'idée d'introduire un cours de politique dès le primaire a été discutée par les participant.e.s.** Il s'agit avant tout de stimuler l'intérêt et les connaissances des jeunes sur la vie politique et civique dans une perspective de participation citoyenne active. Une façon de stimuler cette forme d'implication pourrait être, pour les participant.e.s, d'avoir **davantage de possibilités de créer une vie démocratique dans les écoles par des conseils de classe et par des votes portant sur des décisions affectant la vie des élèves.**



Finalement, les jeunes présent.e.s à l'atelier ont décrit les classes d'adaptation qui sont, selon eux et elles, mal organisées. De fait, il est possible de relier cet enjeu identifié par les jeunes à la multiplication des classes spécialisées qui, bien souvent, ne répondent pas aux besoins des jeunes mais sont pensées pour une intégration rapide au marché du travail. Pour les participant.e.s, tous ces programmes sont inadaptés aux situations des jeunes et ne permettent pas de palier à la problématique de l'échec scolaire. **Les jeunes ont identifié comme solutions possibles à ce manque d'organisation et d'accès à des classes spécialisées une réduction des élèves dans les classes ainsi qu'une augmentation du nombre de professionnel.le.s pour mieux répondre aux besoins particuliers des jeunes.** De plus, ce point peut être mis en lien avec un enjeu plus global dont il a été question pendant l'atelier : les études basées uniquement sur l'assimilation de connaissances. Or, il existe de multiples façons d'apprendre et des personnalités pour qui il est difficile de supporter le rythme de l'école où les élèves doivent rester assis.es toute la journée à écouter le ou la professeur.e. **Les jeunes ont d'ailleurs réclamé plus de moments pour bouger dans leur horaire scolaire et des façons diversifiées d'apprendre et de transmettre les savoirs.**

## 6. POLITIQUE

---

Ce thème a été choisi car la politique représente un outil pour faire valoir ses revendications pour ainsi produire un changement dans la société selon les participant.e.s à cet atelier. Par contre, pour les jeunes, la sphère politique est peu claire, voir incompréhensible, notamment parce que la façon d'y communiquer n'est pas accessible aux jeunes et que les différences entre les partis ne sont pas explicitées. Pour palier à ce dernier problème, les jeunes présent.e.s à l'atelier ont revendiqué **l'enseignement dans les écoles des différents partis politiques pour que les jeunes électeur.trice.s fassent des choix éclairés.** De cette façon, pour les participant.e.s, il y aura de moins en moins de personnes qui voteront pour un.e candidat.e à l'air sympathique plutôt que pour un programme qui prône leurs valeurs. De plus, pour rendre la politique plus accessible aux jeunes, les participant.e.s demandent qu'il y ait **moins d'intermédiaires entre les électeur.trice.s et les politicien.ne.s, notamment à travers la présence de ces dernier.ère.s dans des assemblées citoyennes.** Sur ce point, les jeunes déplorent la facilité avec laquelle les entreprises ont accès aux politicien.ne.s

comparativement aux citoyen.ne.s. Ils et elles ont revendiqué un renversement de cette situation. Finalement, toujours dans l'optique de rendre la politique plus accessible aux jeunes, les participant.e.s croient qu'il serait bénéfique **d'avoir des sénateur.trice.s et des député.e.s plus représentatif.ve.s des différents groupes soit une pluralité au niveau de l'âge, du genre, de la race, de la classe sociale et des sexualités.**

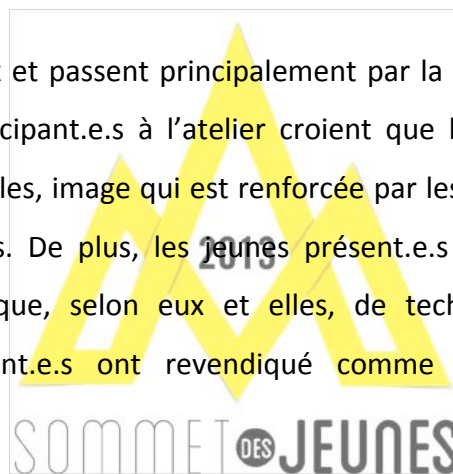
PAR ailleurs, les jeunes ont émis de sérieux doutes quant à l'intégrité des politicien.ne.s en place (corruption, manipulation, perte de la réalité du terrain). Ils et elles ont jugé la politique comme une *"pratique hypocrite qui désintéresse l'électeur"* (Tardif 2013) et produit une perte de confiance des citoyen.ne.s envers les institutions démocratiques. Pour opérer des changements dans cette sphère, les participant.e.s à l'atelier ont discuté de la **possibilité d'avoir davantage de référendums pour les questions majeures, avec application obligatoire des résultats.** Cela permettrait d'intéresser les électeur.trice.s puisqu'ils et elles auraient leur mot à dire sur les actions gouvernementales. De plus, ils et elles croient que les politicien.ne.s doivent être soumis.es à un contrôle strict. Pour ce faire, les participant.e.s ont proposé qu'il soit **obligatoire pour les candidat.e.s d'avoir un programme clair et évaluable à court terme et que le non-respect de ce programme entraîne des sanctions.**

## 7. RAPPORTS JEUNES – POLICE

---

Ce sujet a été choisi pour permettre aux jeunes de comprendre comment interagir avec la police et trouver des solutions aux problèmes qu'ils et elles rencontrent dans leurs interactions avec les forces de l'ordre.

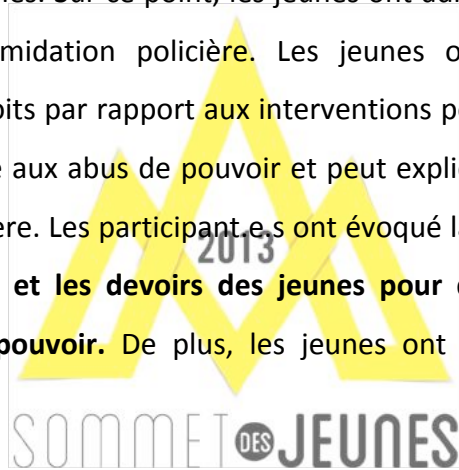
Ces problèmes sont nombreux et passent principalement par la représentation que les policiers se font de la jeunesse. Les participant.e.s à l'atelier croient que les policier.ère.s voient les jeunes comme des personnes ingérables, image qui est renforcée par les médias qui ne présentent que les cas de jeunes problématiques. De plus, les jeunes présent.e.s à l'atelier ont remis en cause la formation policière qui manque, selon eux et elles, de techniques pour aborder les jeunes adéquatement. Les participant.e.s ont revendiqué comme solution à cette problématique



**l'introduction dans la formation policière de cours de communication, de médiation et de gestion de crise, ce qui devrait améliorer légèrement les interventions policières envers tous les groupes et communautés.** Ils et elles reconnaissent aussi que les jeunes ont une mauvaise image de la police. Les jeunes présent.e.s à l'atelier ont parlé d'une méconnaissance mutuelle qui engendre incompréhension, frustration et manque de respect de part et d'autre. Pour palier à ce problème, les jeunes ont discuté de **divers moyens permettant d'améliorer la communication entre les deux groupes, notamment des séances d'échange entre les jeunes et des policier.ère.s dans les milieux fréquentés par les jeunes (école, maison de jeunes, organismes communautaires).** De plus, ils et elles croient qu'il faut **poursuivre sur la lignée de l'intervention de proximité** chez les policier.ère.s pour réduire cette incompréhension mutuelle.

Les tendances au profilage social et racial ont aussi été énoncées comme enjeu lorsqu'il est question des jeunes et de la police. De par leur âge, les jeunes sont doublement stigmatisé.e.s s'ils et elles représentent un groupe social étiqueté comme délinquant / marginal ou s'il s'agit de personnes faisant l'objet de discriminations basées sur la race. Sur ce point, les jeunes ont demandé **d'introduire dans la formation policière des cours sur la tolérance ainsi que sur la connaissance des différences culturelles et sociales.**

Les jeunes participant.e.s de l'atelier ont discuté du sentiment de supériorité qui émane des policier.ère.s lorsqu'ils et elles s'adressent à eux et elles et des abus de pouvoir qui sont commis par les représentant.e.s de l'ordre. Ils et elles ont évoqué comme cause à cette condescendance la possibilité que ces personnes vivent des frustrations dans leur vie quotidienne ou qu'ils et elles se sentent agressé.e.s par les jeunes. Sur ce point, les jeunes ont admis ne pas toujours avoir la bonne réaction par rapport à l'intimidation policière. Les jeunes ont expliqué qu'ils et elles ne connaissaient pas bien leur droits par rapport aux interventions policières, ce qui crée un sentiment de faiblesse et de fragilité face aux abus de pouvoir et peut expliquer leurs réactions de protection lorsqu'il y a intimidation policière. Les participant.e.s ont évoqué la possibilité **d'implanter des cours de citoyenneté sur les droits et les devoirs des jeunes pour qu'ils et elles puissent mieux se défendre face aux abus de pouvoir.** De plus, les jeunes ont une représentation négative des



policier.ère.s : ils et elles remarquent que la loi ne s'applique pas de la même façon pour tous et toutes et qu'un.e policier.ère, bien souvent, profite d'une impunité face à des gestes non-conformes au code de déontologie. Les jeunes n'ont pas ce privilège et ont reconnu ce déséquilibre. Il s'ensuit un sentiment de corruption dans les corps policiers pour les participant.e.s à l'atelier face à ce qu'ils et elles considèrent comme des abus de pouvoir, des actes d'intimidation et une non-responsabilité des policier.ère.s pour avoir posé des gestes agressifs. Ils et elles ont donc revendiqué un **plus grand contrôle de la pratique policière par l'établissement d'un comité indépendant chargé d'évaluer les cas rapportés.**

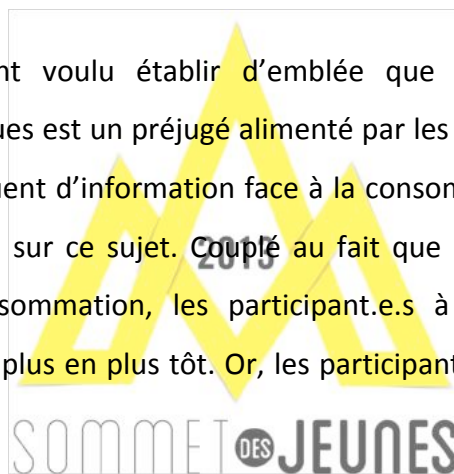
En conclusion, les jeunes participant.e.s ressentent de l'insécurité face à la police et croient que les solutions seront difficiles à mettre en place puisqu'il faut de la volonté des deux parties, ainsi que du gouvernement pour changer la situation. Il est à noter que la formation des policier.ère.s est souvent mise en cause dans les explications que les jeunes ont trouvées aux diverses problématiques qu'ils et elles vivent dans leurs relations avec les policier.ère.s. En plus de l'ajout de tous les cours énumérés plus haut, les participant.e.s ont demandé une **prolongation de cette formation, c'est-à-dire une plus longue formation, pour assurer l'acquisition de maturité et d'expérience chez les futur.e.s policier.ère.s.**

## 8. DROGUES

---

Ce thème a été abordé pour comprendre quels sont les enjeux de la consommation de drogue dans la société et pour discuter des façons d'intervenir sur cette consommation.

Premièrement, les jeunes ont voulu établir d'emblée que l'image des jeunes comme des consommateur.trice.s de drogues est un préjugé alimenté par les médias. Par ailleurs, ils et elles ont reconnu que les jeunes manquent d'information face à la consommation et qu'il n'y a pas assez de programmes de sensibilisation sur ce sujet. Couplé au fait que les générations actuelles évoluent dans une société de surconsommation, les participant.e.s à l'atelier croient que les jeunes d'aujourd'hui consomment de plus en plus tôt. Or, les participant.e.s considèrent que les jeunes ne

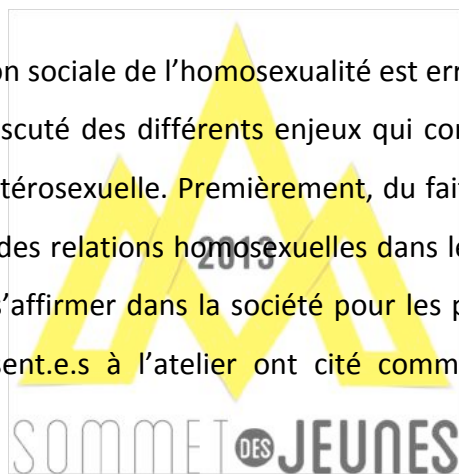


reçoivent pas assez d'aide lorsqu'il est question de dépendance. Souvent, l'offre de service sera courte et servira à sevrer la dépendance physique, mais il n'y a pas de services gratuits et accessibles sur du long terme pour explorer les blessures psychologiques qui ont entraîné la consommation de substances. Ils et elles ont donc demandé **plus de ressources pour les soutiens psychosociaux soit par le travail de proximité communautaire, soit par des institutions gouvernementales adaptées aux réalités des jeunes consommateur.trice.s**. Les impacts des drogues sont nombreux et les participant.e.s en ont discuté pendant l'atelier : les risques sur la santé physique sont importants, notamment dû au fait que les drogues sont de plus en plus fortes. De plus, les utilisateur.trice.s de drogues par injection ont été catalogué.e.s comme groupe particulièrement à risque lorsqu'il est question de consommation. **Les participant.e.s au Sommet ont donc revendiqué des sites d'injection supervisés où y seraient effectuées des interventions de promotion, de sensibilisation et d'éducation par rapport aux pratiques sécuritaires**. Finalement, les jeunes présent.e.s à l'atelier ont discuté des moyens mis en place pour prendre en charge la consommation de drogue dans la société. Ils et elles ont opposé deux philosophies quant aux moyens les plus efficaces : la répression versus la réduction des méfaits. Pour ceux et celles présent.e.s à l'atelier, la tendance dans la société à utiliser les mesures restrictives pour palier à la consommation de drogues ne règle pas le problème. Il s'agit simplement de punir plutôt que d'aider la personne, ce que permet l'approche de réduction des méfaits. **Les participant.e.s ont revendiqué des alternatives non-répressives pour les consommateur.trice.s et les petit.e.s vendeur.euse.s de la part des policier.ère.s, soit de les référer à des organismes ou à des intervenant.e.s qui peuvent les accompagner adéquatement.**

## 9. HOMOPHOBIE ET AUTRES DISCRIMINATIONS SEXUELLES

---

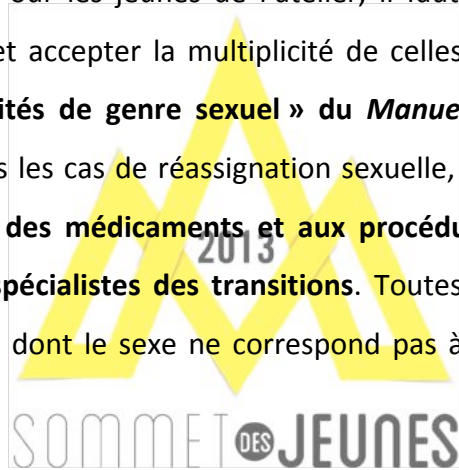
Dans l'optique que la perception sociale de l'homosexualité est erronée dans nos sociétés, les jeunes présent.e.s à cet atelier ont discuté des différents enjeux qui concernent cette problématique des sexualités hors de la norme hétérosexuelle. Premièrement, du fait de cette représentation erronée, il y a une non-reconnaissance des relations homosexuelles dans les différentes institutions sociales. Ceci entraîne une difficulté à s'affirmer dans la société pour les personnes vivant de ces sexualités hors-normes. Les jeunes présent.e.s à l'atelier ont cité comme exemple la discrimination que



subissent les personnes homosexuelles en ce qui concerne les dons de sang. Ils et elles ont demandé le **retrait immédiat des questions relatives à l'orientation sexuelle dans les formulaires d'Héma-Québec car ces pratiques sont stigmatisantes.**

Pour les participant.e.s à l'atelier, ce problème de représentation se réglera par une **meilleure éducation sur la diversité sexuelle qui devrait être présente dans les institutions scolaires dès le primaire par des cours d'éducation sexuelle.** Ces cours devraient se baser sur des discussions visant à augmenter la sensibilité et les connaissances des questions identitaires de genre et d'orientation sexuelle et inclure un volet « relation affective et amoureuse saine ». Les jeunes présent.e.s à l'atelier ont aussi souligné le **besoin urgent d'offrir des cours obligatoires de sociologie des sexualités dans les formations des ressources professionnelles des services sociaux et de santé.**

De plus, à l'intérieur même de la communauté lesbienne, gaie, bisexuelle, transsexuelle et transgenre (LGBT), les jeunes participant.e.s ont identifié des clivages dans les personnes qui sont incluses dans ce groupe puisque, bien souvent, les trans\* (transsexuel.le.s et transgenres) et les bisexuel.le.s ne sont pas reconnu.e.s comme en faisant partie. Les personnes trans\* sont aussi victimes d'exclusion dans l'ensemble de leur interaction avec les institutions. **La présence de toilettes non-genrées dans les lieux publics a été revendiquée pour permettre une plus grande inclusion de ces personnes** car cela permet de réduire plusieurs malaises que vivent les individus dont le sexe n'est pas aligné sur leur genre. Il existe une distinction importante entre le genre et le sexe qui doit être reconnue. En ce sens, les participant.e.s ont témoigné d'une discrimination et d'une stigmatisation systématique pour les trans\* par les institutions et les ressources professionnelles de la santé. Pour les jeunes de l'atelier, il faut cesser de percevoir l'identité de genre comme binaire et fixe et accepter la multiplicité de celles-ci. **Ils et elles ont revendiqué le retrait des « troubles d'identités de genre sexuel » du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM).** Dans les cas de réassignation sexuelle, les participant.e.s ont revendiqué une **plus grande accessibilité des médicaments et aux procédures la permettant ainsi que des psychologues et psychiatres spécialistes des transitions.** Toutes ces procédures, ainsi que le fait d'être confronté à un individu dont le sexe ne correspond pas à son genre ou qui est en voie de



changer de sexe pour le faire correspondre à son genre, peuvent être éprouvants pour les proches. C'est pourquoi les jeunes participant.e.s ont revendiqué la **création de groupes de soutien pour les parents et ami.e.s des personnes trans\***.

Les jeunes présent.e.s à l'atelier ont aussi noté une disparité quant aux ressources disponibles pour les personnes homosexuelles entre les régions et les centres urbains. Cela entraîne davantage d'isolement et d'intimidation pour ceux et celles résidant hors des grandes villes. **Pour remédier à ce problème, les participant.e.s ont revendiqué la favorisation, l'augmentation et la pérennité de milieux de vie et de soutien à la communauté LGBT en région.** Par ailleurs, cela n'exclut pas que cette création d'espaces de rencontre et de discussion doit aussi se faire dans les communautés urbaines. Sur ce point, les jeunes ont reconnu qu'il existe un manque de financement des organismes communautaires et ont donc **demandé une régularisation et une augmentation du financement de la mission des organismes voués à la communauté LGBT ainsi que le financement par projet pour les organismes intéressés aux réalités LGBT.**

Finalement, comme dernier enjeu discuté pendant l'atelier, les jeunes ont identifié un silence problématique concernant les cas de violence conjugale dans les relations LGBT. En ce sens, les participant.e.s ont revendiqué une **diversification des maisons d'hébergement pour les victimes de violence conjugale pour que ces organismes soient inclusifs par rapport à toutes les formes de couple. Les travailleur.euse.s sociaux.ales et les policier.ère.s devraient aussi être sensibilisé.e.s quant aux spécificités et problématiques relationnelles particulières aux LGBT pour intervenir de façon plus adéquate.**





## PROGRAMME DÉTAILLÉ 12 août (Univers'cité populaire d'été)

- **08:00 - 09:00** Accueil et inscriptions
- **09:00 - 10:30** Conférence d'ouverture « La jeunesse dans notre société »

Le philosophe et enseignant Éric Martin abordera la façon dont les jeunes sont traité.e.s dans la société. Il expliquera en quoi il faut refuser cette vision qui les instrumentalise. Pour cela, il commencera par un retour sur la grève étudiante qui a marqué la société québécoise en 2012, puis, offrira différentes pistes de réflexion afin d'œuvrer à cet autre monde possible.

- **10:30 - 11:00** Moment libre
- **11:00 - 12:00** Animation « Mise au Jeu » (Québec)

Une activité animée par Mise au jeu permettra aux jeunes de se dégourdir les jambes et d'apprendre à se connaître. La glace sera brisée et la table mise pour des rencontres enrichissantes!

- **12:00 - 13:30** Dîner
- **13:30 - 15:30** Ateliers au choix (Québec)

### a) Acquis de droits

Théâtre-forum sensibilisant les jeunes et leur communauté face à leurs droits et responsabilités en ce qui a trait à leurs relations avec la police et à l'occupation de l'espace public. La pièce illustre des situations de tensions, d'incompréhensions, dénonce des comportements abusifs, vise à faire tomber les préjugés entretenus de part et d'autre. Une expérience de création où le public sort de son anonymat pour devenir participant et à son tour, acteur de changement.

### b) Prostitution vs travail du sexe

Présentation d'un documentaire expliquant la réalité du terrain des femmes pratiquant ce métier. La vidéo répond à trois questions : Qu'entend-on par « prostitution »? Pour ou contre la décriminalisation? La prostitution est-elle un choix?

### c) Pouvoir sans violence

Sept jeunes hommes âgés de 18 à 25 ans avec une histoire individuelle diversifiée et leurs réflexions qui le sont tout autant se sont réunis pendant six mois pour débattre des rapports hommes-femmes. Chacun a sa vision de la violence. Par contre, un point en commun : ils se disent ne pas être concernés par la violence.

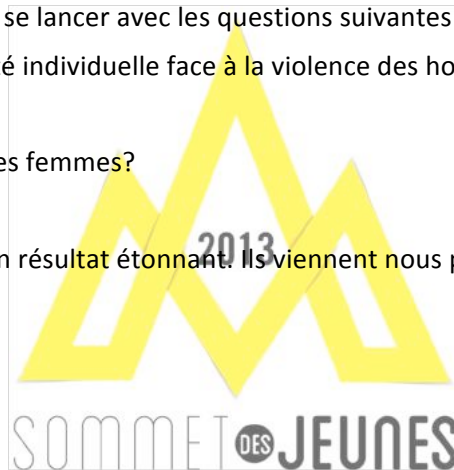
Malgré tout, ils ont accepté de se lancer avec les questions suivantes :

- Quelle est notre responsabilité individuelle face à la violence des hommes?
- Sommes-nous tous violents ?
- Quelle est la responsabilité des femmes?
- Les hommes sont-ils soumis?

Après six mois de démarche, un résultat étonnant. Ils viennent nous présenter le tout !

- **15:30 - 16:00** Moment libre

## PROGRAMMES DÉTAILLÉS (UPE ET SOMMET DES JEUNES)



- **16:00 - 18:00 Ateliers créatifs (France)**

- a) **Danse kabyle/Danse cap-verdienne/Danse hip-hop/atelier d'écriture de texte et enregistrement**

Ateliers d'une durée d'une heure chacun, au choix, donnés par des jeunes de Lille.

- b) **Arbre de vie**

Les participant-e-s parleront de leur vie utilisant leurs connaissances sur les arbres. L'objectif est d'utiliser la métaphore de l'Arbre pour faire émerger compétences et ressources et de faire des liens pour donner un sens à son parcours. Cela permettra aux jeunes de se projeter dans l'avenir. L'arbre de vie permet également de prendre de la distance en regardant sa vie.

- c) **Playback théâtre**

Des membres du public racontent leur vécu, les acteur.trice.s et le musicien les jouent en improvisation. Un théâtre interactif, proche des gens : échange entre public et comédien.ne.s.

- d) **Égalité homme/femme**

Sous forme de théâtre-forum, la place des filles dans les quartiers sera discutée, présentée, et jouée, afin d'aborder cette question et partager une réflexion avec le public.

- **18:00 - 19:00 Souper libre**

## **PROGRAMME DÉTAILLÉ 13 août (Univers'cité populaire d'été)**

- **08:00 - 09:00 Accueil et inscriptions**

- **09:00 - 10:00 Retour sur les ateliers de la 1ère journée**

Un groupe de jeunes du Québec et de la France présentera un récapitulatif des ateliers de la veille. Cette compilation ludique prendra la forme d'une petite pièce de théâtre, une scène, etc. selon leur inspiration.

- **10:00 - 10:30 Moment libre**

- **10:30 - 12:00 Ateliers au choix (France)**

- a) **Éducation et drogue**

Stéphane et Candy, deux jeunes de Lille, nous présenteront le contexte et les enjeux entourant l'éducation et la drogue. Présentation d'une vidéo suivie d'une discussion.

- b) **Dis-crime-nation**

Le thème de la discrimination reste actuel et présent dans la société. Cet atelier propose le visionnement d'une vidéo sur cette thématique qui sera présentée par des jeunes de Mulhouse. Un débat s'en suivra avec les participant.e.s.

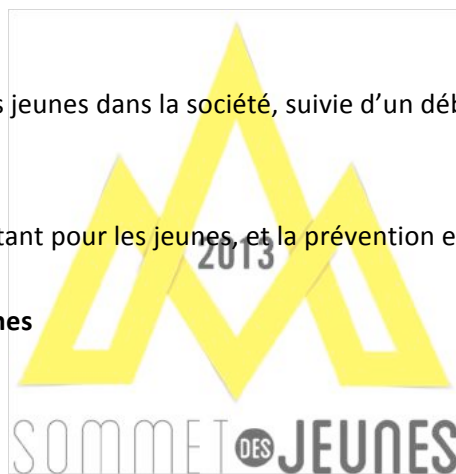
- c) **Débat insertion**

Présentation sur l'insertion des jeunes dans la société, suivie d'un débat/discussion entre les participant.e.s.

- d) **Débat sexualité et prévention**

La sexualité est un sujet important pour les jeunes, et la prévention est parfois déficiente. Les participant-e-s débattront de ce sujet.

- e) **Débat violence faite aux femmes**



Encore de nos jours, plusieurs femmes sont victimes de violence. Présentation d'une vidéo suivie d'un débat/discussion entre les participant.e.s.

f) **Discrimination : luttes et solutions**

Cet atelier propose une réflexion par rapport aux luttes menées jusqu'à présent et les solutions à préconiser pour l'avenir.

- **12:00 - 13:30 Diner**
- **13:30 - 15:30 Contributions des organismes partenaires (au choix)**

a) **Histoires de vie citoyenne**

Intervenant.e.s : Gérald Larose (syndicaliste et professeur à l'UQÀM), Charles Helmond, Annie Lambert et David Blanchard (citoyen.ne.s engagé.e.s) présenteront leurs parcours respectifs de vie, chacun imprégné d'implication citoyenne. Ils et elles nous parleront de leurs projets, de leurs visions respectives de l'implication citoyenne, des écueils rencontrés et des différentes possibilités d'implication s'offrant aux jeunes.

b) **Monter les échelons**

Intervenant : Michael Wiseman (Président du Conseil Jeunesse de Montréal) entamera sa conférence en nous expliquant la structure politique du palier municipal à Québec. Il poursuivra avec une présentation du Conseil Jeunesse de Montréal et il décrira comment il est parvenu à la tête de cette organisation.

c) **Stimuler l'engagement citoyen des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion : l'exemple du projet RAJE-citoyenne**

Intervenants : François Labbé et Carl Blanchard (RAJE-citoyenne), les 29 Auberges du cœur du Québec accueillent, hébergent et soutiennent chaque année environ 2500 jeunes sans-abri ou en grande difficulté de 12 à 30 ans. La trajectoire de vie de ces jeunes tend à démontrer le rôle que jouent les inégalités sociales, non seulement dans la détérioration de leurs conditions de vie, mais aussi dans la perte d'une reconnaissance sociale et d'un pouvoir nécessaires à l'exercice de leurs droits fondamentaux. Une animation dynamique, appuyée sur des extraits vidéo et des témoignages de jeunes et d'intervenant.e.s engagé.e.s vous feront découvrir les pratiques de participation citoyenne et d'engagement développées par les Auberges du cœur.

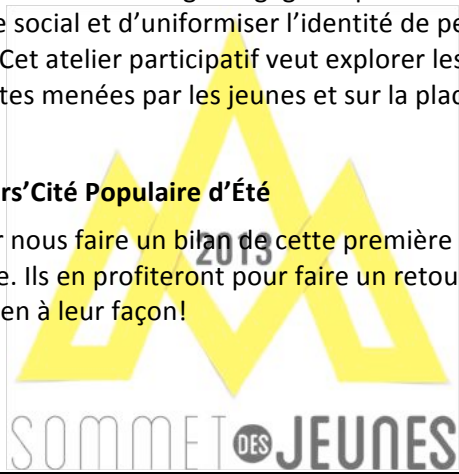
d) **L'idée de génération et la place sociale de jeunes**

Intervenant : François Huot (École de travail social de l'UQÀM). Chaque fois qu'il est question de la place des jeunes dans l'espace social, de nombreux discours publics font abondamment usage de l'idée de génération. Différentes étiquettes (Génération silencieuse, baby boomers, génération X, génération Y, Cyber génération, Yolos) sont alors utilisées pour tenter de décrire l'essence d'une génération, de la qualifier et de la distinguer des autres. Cet usage langagier a pour effet principal de faire disparaître des différences au sein d'un groupe social et d'uniformiser l'identité de personnes ou de groupes qui restent fondamentalement différents. Cet atelier participatif veut explorer les conséquences de cet usage du terme de génération sur les luttes menées par les jeunes et sur la place qui leur est faite en société.

- **15:30 - 16:00 Moment libre**
- **16:00 - 18:00 Clôture de l'Univers'Cité Populaire d'Été**

Mise au jeu revient sur scène pour nous faire un bilan de cette première édition montréalaise de l'UPÉ et terminer ces deux journées en fête. Ils en profiteront pour faire un retour sur l'événement, avec un Powerpoint 3D. Un récapitulatif bien à leur façon!

- **18:00 - 19:00 Souper libre**



## PROGRAMME DÉTAILLÉ 14 août (Sommet des jeunes)

- **08:00 - 09:00 Accueil et inscriptions**
- **09:00 - 11:00 Ouverture du Sommet des jeunes**  
Mot de bienvenue et présentation du comité organisateur, de l'événement et du programme.
- **11:00 - 12:00 Activité brise-glace**  
Le comité organisateur prépare une animation haute en couleurs et en surprises!
- **12:00 - 13:30 Diner**
- **13:30 - 15:00 Ateliers Débats 1 (au choix)**

Des ateliers seront présentés par des jeunes qui participent au Sommet, à propos de leurs expériences de participation citoyenne.

### a) **Implantation d'une maison des jeunes dans Montréal-Nord**

Échange avec deux jeunes impliqués à Montréal-Nord, Carlos Naudé et Alberto Alvarez, âgés de 18 ans et de 19 ans respectivement. Ils nous partageront leur expérience d'implication dans la mise en place d'une maison de jeunes dans l'Est de Montréal-Nord, quartier dit défavorisé. Ils nous feront part des défis et des obstacles rencontrés durant leur parcours.

### b) **Réalité et défis de la jeunesse autochtone.**

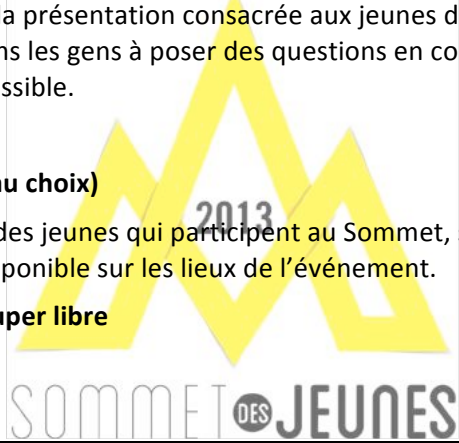
Intervenante : Widia Larivière (Mouvement Idle No More). La jeunesse représente près de la moitié de la population autochtone au Québec et au Canada. Les jeunes, l'avenir de leur peuple et porteurs de leurs espoirs sont pourtant aux prises avec de nombreuses difficultés. Cette situation est le résultat d'une longue histoire de colonisation et d'oppression. Cet atelier d'introduction sera l'occasion d'en apprendre davantage sur les réalités et défis des jeunes Autochtones, leurs initiatives et implications, ainsi que les solutions qu'ils envisagent pour l'avenir de leur peuple. Dans une perspective de rapprochement des peuples, l'atelier visera également à échanger sur l'importance et les moyens de favoriser le dialogue entre Autochtones et non-Autochtones.

c) **Théâtre invisible, Mobilijeunes.** Intervenantes : Maroussia Faubert-Bravo, Claire Beeman, Lucy Nappatuk, Leyla Wilken (École secondaire Paul-Gérin-Lajoie-d'Outremont, en collaboration avec Mise au jeu). Nous vous présentons quatre jeunes filles de l'école secondaire Paul-Gérin-Lajoie-d'Outremont (PGLO) qui ont réalisé un théâtre invisible sur l'acceptation de la différence. Malgré les embûches qu'elles ont dû traverser, elles ont réalisé une action drôle et touchante. Le reste de l'atelier sera une réalisation d'un théâtre invisible avec les participant-e-s présents.

### d) **Présentation sur le Groupe d'Intervention Alternative par les Pairs (GIAP) et les jeunes de la rue.**

Intervenante : Corine Taillon. Présentation PowerPoint sur le GIAP : notre façon de travailler et les projets que nous réalisons. Comme notre mandat est la prévention et la réduction des méfaits chez les jeunes de la rue, il y aura aussi une grande partie de la présentation consacrée aux jeunes de la rue. Le tout sera suivi d'une période de questions. Nous invitons les gens à poser des questions en cours de route afin de rendre la présentation la plus interactive possible.

- **15:00 - 15:30 Moment libre**
- **15:30 - 17:00 Ateliers créatifs (au choix)**  
Des ateliers seront présentés par des jeunes qui participent au Sommet, sous une thématique artistique. La liste exhaustive de ceux-ci sera disponible sur les lieux de l'événement.
- **17:00 - 19:00 Moment libre/souper libre**



- **19:00 - 21:30 Soirée culturelle "Open Mic"**

Se déroulant au Collège Ahuntsic, cette soirée est mise à la disposition des participant-e-s pour nous permettre de découvrir leurs talents artistiques. Du lundi matin au mercredi midi, ceux et celles désirant présenter un court spectacle pourront s'inscrire. Un horaire approximatif sera élaboré pour la soirée, une place sera tout de même laissée aux improvisations.

## **PROGRAMME DÉTAILLÉ 15 août (Sommet des jeunes)**

- **08:00 - 09:00 Accueil et inscriptions**
- **09:00 - 09:30 Présentation du programme de la journée**
- **09:30 - 10:30 Ateliers Débats 2 (au choix)**

Des ateliers seront présentés par des jeunes qui participent au Sommet, à propos de leurs expériences de participation citoyenne. La liste exhaustive de ceux-ci sera disponible sur les lieux de l'événement.

- **10:30 - 11:00 Moment libre**
- **11:00 - 12:00 Retour sur les ateliers des participant.e.s**
- **12:00 - 13:30 Diner**
- **13:30 - 15:00 Ateliers : Préoccupations des jeunes / Politique jeunesse (1)**

Les participant.e.s ont été dans différents ateliers dont les thèmes avaient été déterminés en fonction de la compilation de la grande tournée québécoise réalisée préalablement au Sommet, qui visait à recueillir les principales préoccupations des jeunes. Ces thèmes étaient : la politique, le racisme, le logement, l'emploi et le chômage, l'homophobie et les autres discriminations sexuelles, les rapports jeunes et police, les drogues, l'intimidation et l'éducation.

- **15:00 - 18:00 Moment libre, sports & jeux**

Différentes activités seront offertes aux jeunes : piscine libre, basketball, soccer. Ce sera aussi l'occasion d'échanger dans une ambiance conviviale.

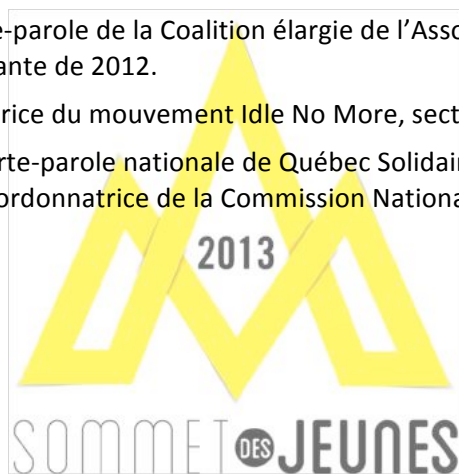
- **18:00 - 19:00 BBQ populaire**

Un souper « hot-dogs » sera servi dans la cours du Collège pour les participants et participantes de l'événement.

- **19:00 - 21:00 Grande conférence ouverte au public "Comment influencer la politique?"**

À l'auditorium du Collège Ahuntsic, trois jeunes viennent nous présenter leurs expériences et leurs visions respectives de l'impact réel qu'on peut avoir sur la politique.

- Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de la Coalition élargie de l'Association pour une solidarité étudiante (CLASSE) pendant la grève étudiante de 2012.
- Mélissa Mollen Dupuis, co-initiatrice du mouvement Idle No More, section Québec.
- Émilie Guimond-Bélanger, co-porte-parole nationale de Québec Solidaire pendant l'absence de Françoise David à l'été 2011 et actuelle coordonnatrice de la Commission Nationale des Femmes du même parti.



## PROGRAMME DÉTAILLÉ 16 août (Sommet des jeunes)

- **08:00 - 09:00** Accueil et inscriptions
- **09:00 - 10:00** Présentation du programme de la journée et mise en contexte de la Politique Jeunesse
- **10:00 - 10:30** Moment libre
- **10:30 - 12:00** Ateliers : Préoccupations des jeunes / Politique jeunesse (2)

Les participants et participantes continuent le travail commencé lors de la journée précédente, suivant un thème précis relié aux préoccupations des jeunes.

- **12:00 - 13:30** Diner
- **13:30 - 14:30** Plénière

Adoption des recommandations pour la Politique jeunesse.

- **14:30 - 15:00** Activité culturelle
- **15:00 - 15:30** Moment libre
- **15:30 - 17:30** Plénière finale

Adoption des recommandations pour la Politique jeunesse (poursuite) et organisation des suites du Sommet.

- **17:30 - 18:00** Mot de clôture
- **18:00 - 19:30** Souper libre
- **19:30 - 00:00** Spectacle de clôture et soirée festive au Cabaret Lion d'Or

1676, rue Ontario Est, Montréal (Qc), H2L 1S7

- David Goudreault : Premier Québécois à remporter la Coupe du Monde de poésie, à Paris en 2011, David Goudreault prend la parole et rend l'écoute. Il allie slam de poésie et rap dans des chansons où le texte est mis de l'avant au profit de prises de positions fermes et affirmées.

- Fabrice Koffy : Originaire de Côte d'Ivoire où il a grandi, Fabrice écrit de temps en temps durant son adolescence. Il s'établit à Montréal en 1998 afin de poursuivre ses études universitaires. Une poésie urbaine, personnellement universelle. Une poésie-rythme, le tout performé de façon théâtrale. On y parle de la vie, d'histoires où l'homme (l'humain) tient le rôle principal.

## SUJETS DE DISCUSSION POUR LES INTERVENANT.E.S (à la manière Word Café)

**Mercredi 14 août – 10h00 à 12h00**

- **Table ronde sur les enjeux et les défis du « par et pour »**

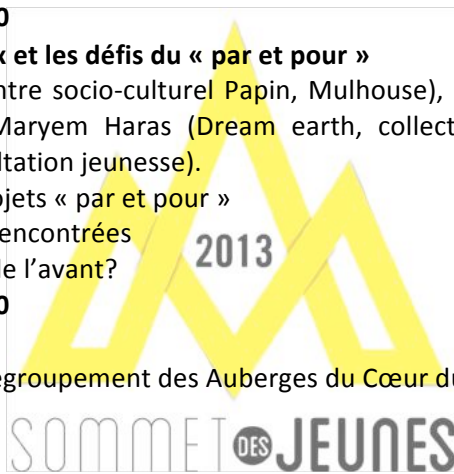
**Intervenant-e-s** : Fadela Auir (Centre socio-culturel Papin, Mulhouse), Régis Kraemer (chargé de mission en démocratie locale, Mulhouse), Maryem Haras (Dream earth, collectif de Paris), Alerte Avril (travailleur communautaire, Bureau de consultation jeunesse).

- Les différents types de projets « par et pour »
- Sommaire des difficultés rencontrées
- Quelles solutions mettre de l'avant?

**Mercredi 14 août – 13h30 à 15h30**

- **La politique jeunesse**

**Intervenant** : François Labbé, Regroupement des Auberges du Cœur du Québec



- Politique ou/et stratégie?
- Points à privilégier dans un projet
- Quelle serait leur implication?
  - Par rapport à la suite au Sommet (localement et nationalement)
  - Par rapport aux consultations gouvernementales

**Jeudi 15 août – (heure à déterminer)**

- **La place des jeunes dans la société**
  - Quelle est leur perception de la jeunesse, aujourd’hui?
    - Quels sont les principaux enjeux pour les jeunes?
    - De quelle place s’agit-il?
  - En se référant aux éléments du contenu de la tournée :
    - Sont-ils d’accord ou pas?
    - Quel est leur point de vue?

**Vendredi 16 août – 10h00 à 12h00**

- **L’avenir du communautaire jeunesse**
  - Communautaire autonome jeunesse (version ROCAJQ)
  - Quels sont les enjeux prioritaires?
  - Quelles actions entreprendre – quoi, qui, quand?





« Mon UPÉ et mon Sommet a été magnifiques parce qu' [...] auparavant, j'étais pas vraiment le jeune qui aimait ça s'impliquer dans des trucs communautaires. »

« Parce qu'on a fait un pas pour la jeunesse. Et ça c'est pas ... peut-être c'est pas nous qui vont bénéficier ça, mais la jeunesse future vont le bénéficier; et ça c'est quelque chose qu'on pourrait jamais oublier, jamais, jamais, jamais. »



« Pis je trouve ça cool aussi que... qu'y croient en nous pis qu'y nous laissent vraiment la chance de nous épanouir pis de croire en nous aussi, là. »

« Juste le fait que les gens voulaient que je sois porte-parole, je me dis : si y veulent que je le sois, c'est pas pour rien, c'est parce qu'y croient en moi. C'est vraiment sur mon estime de moi que ça m'a vraiment aidée. »





« Mais t'sais, avant de m'impliquer au Sommet des jeunes pis au BCJ là, j'avais toujours voulu m'impliquer vraiment depuis que j'étais petite, pis en le faisant, ça me fait encore plus réaliser à quel point c'est important, c'est encore plus concret pour moi l'importance de s'impliquer pis... t'sais autant pour les autres que pour soi-même, pour tout ce que ça peut nous apporter. »



« C'est vraiment grâce au BCJ que mes yeux sont plus ouverts au niveau de la politique, pis j'ai appris beaucoup là-dessus. »



## REMERCIEMENTS

---

**Les événements de l'Univers'cité populaire d'été 2013 et du Sommet des jeunes 2013 n'auraient pu être possibles sans la participation de nombreux partenaires et de nombreuses personnes. En voici un aperçu.**

### **Le comité organisateur**

Mathilde, Lydia, Svetlana, Younouss, Carène, Ursy, Judeisy, Maryann, Alex, Charles-Emmanuel, Jean-Marie, Patricia, Amélie, Carl, Alpha, Oleg, Christina, Carlos, Alberto et Arnaud.

### **Les portes-paroles**

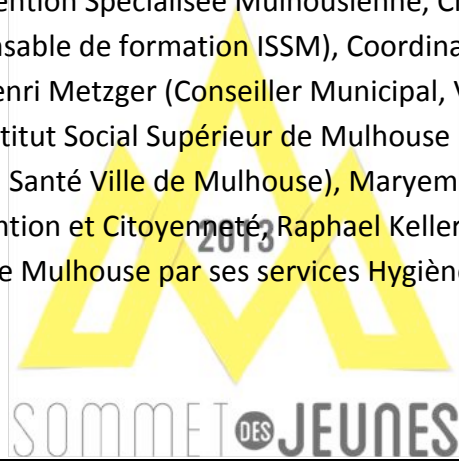
Ursy, Judeisy

### **Les organismes, conférencier.e.s et partenaires ayant participé à l'UPE et au Sommet**

Annie Lambert, Charles Helmond, Claire Beeman, Corine Taillon (Groupe d'Intervention Alternative par les Pairs –GIAP- et les jeunes de la rue), David Blanchard, David Goudreault, Émilie Guimond-Bélanger (co-porte-parole nationale de Québec Solidaire pendant l'absence de Françoise David à l'été 2011 et actuelle coordonnatrice de la Commission Nationale des Femmes du même parti), Fabrice Koffy, François Huot (UQÀM), François Labbé et Carl Blanchard (RAJE-citoyenne) Gabriel Nadeau-Dubois (co-porte-parole de la Coalition élargie de l'Association pour une solidarité étudiante -CLASSE- pendant la grève étudiante 2012), Gérald Larose (UQÀM) Leyla Wilken (École secondaire Paul-Gérin-Lajoie-d'Outremont, en collaboration avec Mise au Jeu), Lucy Nappatuk, Marousia Faubert-Bravo, Michael Wiseman (Conseil Jeunesse de Montréal), Mise au jeu (compagnie de théâtre), Widia Larivière et Mélissa Mollen Dupuis (Mouvement Idle No More)

### **Les partenaires français**

A.Tron de Bouchony (Réseau Santé Ville de Mulhouse), Action Territoriale, Association de Prévention Spécialisée Mulhousienne, Christine Blec (La Ruhe), Christine Mazaëff (Responsable de formation ISSM), Coordination Santé et le Réseau Santé Mulhousien, Henri Metzger (Conseiller Municipal, Ville de Mulhouse), Institut Social Supérieur de Mulhouse (ISSM) Manuela Ngnafeu (Réseau Santé Ville de Mulhouse), Maryem Harras et Riad Terki (Créavif), Prévention et Citoyenneté, Raphael Keller (SURSO), Ville de Mulhouse par ses services Hygiène et Santé



### **Le comité aviseur**

Conseil jeunesse de Montréal

M. François Huot (professeur et chercheur à l'École de travail social de l'UQAM)

Mise au jeu (compagnie de théâtre)

Regroupement des Auberges du cœur du Québec

Regroupement des maisons de jeunes du Québec (RMJQ)

Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ)

### **Les chargé.e.s de projet**

Mathieu Marcotte et Barbara Legault

### **Les différents bailleurs de fonds et commanditaires**

M. Bernard Drainville, député de Marie-Victorin et ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne

Mme Fraçoise David, députée de Gouin

Centraide du Grand Montréal

La Fondation du Grand Montréal

Collège Ahuntsic

Centre des viandes lasenza

Office Franco-Québécois pour la jeunesse (OFQJ)

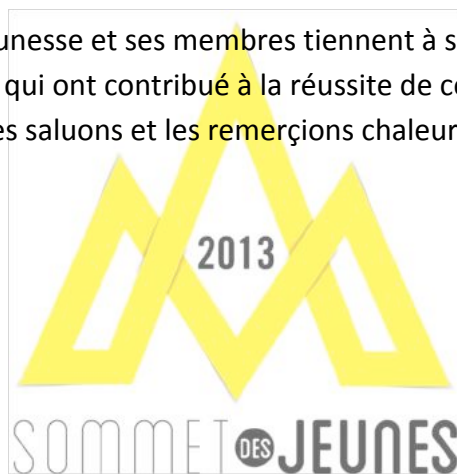
Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ)

### **Les organismes rencontrés en tournée**

Action Gardien à Pointe-St-Charles, Alliance-Jeunesse chutes-de-la-chaudière, Auberge communautaire du Sud-Ouest, Auberge du cœur l'Envolée de Laval, ÉvoluJeunes à Montréal-Nord, L'ado berge de chaudière Appalaches, Le Carrefour Jeunesse Emploi de Verdun, Les centres d'éducation aux adultes L'Impulsion, Les Berges et Le Tremplin de Laval, Maison de la famille de Vimont, Le Tremplin et Le Sport de Sherbrooke, Le SQUAT de Québec, Projet 10 de Montréal, Services St-Denis de Montréal, Travail de rue de l'île de Laval

Le Bureau de consultation jeunesse et ses membres tiennent à souligner l'implication de **tous les bénévoles** qui ont contribué à la réussite de cet événement.

Nous les saluons et les remercions chaleureusement.



**BUREAU DE CONSULTATION JEUNESSE INC.**

C.P. 97554 CSP Wellington

Verdun, Qc, H4G 3M6

[www.bcj14-25.org](http://www.bcj14-25.org)

[infobcj@gmail.com](mailto:infobcj@gmail.com)

Téléphone 514-274-9887

Télécopieur 514-271-3370

